l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHS Novillars

Besançon, le 14/02/2022

Salaires 2022 : alignés sur les profits des grands groupes !

Le week-end dernier est arrivé sur Paris le « Convoi de la liberté », des véhicules convergeant sur la capitale en signe de protestation contre le « passe Macron ». Sept mille personnes que le préfet de police de Paris, Didier Lallement, a accueillies avec davantage de policiers et de gendarmes – plus des canons à eau, des tracteurs anti-barricade, des camions-grues, des dépanneuses et autres véhicules de remorquage, des blindés de la gendarmerie. Ce gouvernement a une peur bleue de toute manifestation de colère.

La liberté, mais laquelle ?

Liberté d'exploiter, comme s'en revendiquent les patrons, ou liberté de vivre dignement d'un salaire, pension ou autre allocation, et pour ça d'en arracher l'augmentation par la lutte ? Il ne devrait pas exister aujourd'hui de revenu inférieur à 1 800 euros. C'est ce qu'on pouvait entendre de certains manifestants mais ce n'est pas ce que les initiateurs du Convoi de la liberté, appartenant à des courants anti-passe, anti-vax, complotistes, voire d'extrême droite, ont proposé de défendre à celles et ceux qu'ils ont appelés à manifester. La revendication d'augmentation des salaires s'impose pourtant aujourd'hui face aux prix qui explosent. Les salaires devraient grimper au rythme des prix, dont ceux des carburants.

Vive le convoi des grèves

L'augmentation des salaires s'invite non seulement dans les discussions mais aussi dans des luttes. De nombreuses grèves pour les salaires ont éclaté à travers le pays, qui embarquent un bon nombre de travailleurs dans leurs wagons. La semaine dernière, les salariés de Vuitton (groupe LVMH) étaient en grève, après ceux de Sephora quelques semaines plus tôt. Il y a eu aussi grève chez CNP Assurances, au Crédit mutuel Arkéa, chez Dassault Aviation, Safran, BioMérieux… La liste s'allonge. Fait notable : ces grèves obtiennent assez vite des résultats, des primes ou des augmentations, car les patrons craignent la contagion. Les salariés d'ISS, entreprise de nettoyage sur des sites PSA, ont obtenu 100 euros net ainsi que d'autres primes et congés supplémentaires, ceux d'Arkema près de 80 euros. Si le mouvement se généralise et s'unifie, il peut devenir un fait politique et devenir le cauchemar de Macron et des possédants. Au Royaume-Uni et aux États-Unis, des mouvements sur les salaires et la vie chère s'organisent également, face à un système économique dont le caractère aberrant et injuste est criant.

Un système capitaliste sans vergogne

D'un côté, une majorité de la population qui n'arrive plus à joindre les deux bouts. De l'autre, une minorité d'actionnaires et de dirigeants de grands groupes, qui affichent des profits et des fortunes indécentes. En France, au cours de la pandémie, les milliardaires ont vu leur fortune augmenter de 236 milliards d'euros, soit une hausse de 86 %. Vient de tomber l'annonce des 137 milliards d'euros de profits cumulés en 2021 par les grands groupes capitalistes français. Au palmarès de ces entreprises du CAC 40 : 14 milliards pour TotalEnergie ; 12 milliards pour LVMH et Stellantis ; 8 milliards pour BNP Paribas et Sanofi… Du jamais vu ! Des profits record qui encouragent les travailleurs à exiger leur dû. Sans parler des vautours comme Orpea ou Korian, qui se sont engraissés sur ce qu'on appelle désormais l'« or gris », ont accumulé un magot sur le dos des résidents des Ehpad : business sur le grand âge !

Avec Philippe Poutou : urgence anticapitaliste !

Une autre logique est possible. Celle qui défend nos vies contre leurs profits, et que Philippe Poutou incarne dans la campagne des présidentielles. Il serait utopique d'exiger d'avoir 1 800 ou 2 000 euros par mois pour vivre, toutes et tous ? Mais n'est-il pas plus utopique, voire surréaliste, qu'un Bernard Arnault (PDG de LVMH) gagne deux smic et demi à l'heure ? Cette société-là, on n'en veut pas. Nous devons l'affirmer par nos mobilisations, mais aussi l'exprimer dans l'élection présidentielle par un vote en faveur de Philippe Poutou, un candidat ouvrier qui est des nôtres, qui défend l'urgence de renverser le système capitaliste.

Augmenter les salaires !

Les bénéfices des entreprises du CAC 40 ont explosé : 137 milliards d'euros. Une poignée de milliardaires de plus en plus riches ne savent pas comment dépenser leur argent sauf en achetant des sacs Hermès à 300 000 euros ou des voiliers de luxe.

À nous par contre l'austérité. L'inflation atteint aujourd'hui 2,9 % officiellement, mais pas loin de 50 % si l'on prend en compte l'alimentation et les produits de première nécessité… Les deux tiers des femmes vivant seules avec des enfants sont désormais sous le seuil de pauvreté.

Il nous faut au minimum une augmentation de 400 euros et l'indexation des salaires sur la hausse des prix.

Le pôle B bon élève

Le pôle B est comme toujours un bon élève. Afin de pallier le manque chronique de personnel, l'encadrement n'a pas hésité à faire faire des doublages aux collègues. Ainsi certaines ont dû enchainer des journées de 17 heures de travail ! Travailler plus pour… travailler plus, ne rigolez pas, c'est encore au programme d'une partie des postulants à l'élection présidentielle.

Long à la réflexion et dur à la détente…

Au service A, autre méthode. Obéissant aux consignes de la direction, qui se fiche royalement de l'offre de soins en extra-hospitalier, il a fallu que l'on aille en intra renforcer nos collègues. Oui mais voilà, nous étions parfois en sur-effectif (un comble !) aux Rosiers où en plus une partie des patients était en séjour thérapeutique. Du coup, quatre infirmiers pour dix patients, alors que dans les structures extérieures, nous avons été obligés d'annuler des VAD et d'autres prises en charge. Il a fallu quinze jours et quelques prises de bec pour que finalement nous restions dans nos structures respectives et n'allions sur site que si vraiment il manquait du monde.

Le serpent se mord la queue

Le manque de personnel a de graves conséquences sur la prise en charge des patients et sur nos conditions de travail et de sécurité.

À la MAS, un patient en fin de vie nécessite des soins jour et nuit. Oui mais voilà, la nuit il n'y a pas d'infirmier. Celui d'Épidaure doit donc se rendre régulièrement à la MAS pour assurer cette prise en charge. L'aide-soignante d'Épidaure se retrouve donc seule dans le pavillon. Les cadres réfléchissent et se disent que la seconde personne de la MAS pourrait venir à Épidaure durant l'intervention. Oui mais alors, qui assure la sécurité des patients de la MAS pendant que l'infirmier d'Épidaure et l'AMP de la MAS s'occupent du patient ? Personne.

Interrogée depuis des années déjà sur cette situation, la direction ne manque pas d'air et se contente de prétendre que mettre des infirmiers la nuit à la MAS, ça veut dire accepter de prendre des patients dont la prise en charge est plus lourde. Déjà là, c'est n'importe quoi, car des patients plus lourds que ceux de la MAS, on ne voit pas trop. Mais si on prend des patients plus lourds il faudra des équipes soignantes plus importantes…

Bref, on tourne en rond, mais en attendant, c'est nous qui payons les pots cassés.

Mais qu'est-ce qu'ils font ?

Dans l'hôpital, certains s'interrogent sur ce qu'il peut bien se passer dans les bureaux de la direction lors des entretiens d'embauche. En effet, des soignants postulent pour venir travailler mais, après les entretiens, plus personne ne donne suite.

Que peut-il bien se passer dans ces bureaux, une petite enquête s'impose.

Québec : infirmières et travail forcé

Devant la pénurie de personnel, le gouvernement du Québec a généralisé le recours à la législation dite du *« temps de travail supplémentaire obligatoire »*, qui permet d'imposer aux soignants, en particulier aux infirmières, des semaines de travail de 60, voire parfois 70 heures ! Si elles refusent, elles subissent menaces et intimidation, et, dans certains cas, sont passibles de sanctions pénales et même d'emprisonnement. La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec a déposé une plainte devant l'Organisation internationale du travail (OIT) pour qu'elle condamne des pratiques assimilées à du « travail forcé ».

Nos mamies valent plus que leurs profits

Dans un rapport régional de 2020, la Cour des comptes estimait que l'Ehpad départemental du Creusot était en sureffectif. Avec 89 salariés à temps plein pour 100 résidents, les magistrats financiers demandaient des diminutions de personnel pour s'ajuster sur la moyenne nationale des Ehpad publics de 68 salariés pour 100 résidents. Or, pour les traiter dignement, il faut au moins un salarié par résident.

Des groupes privés font leur beurre sur le dos des personnes âgées, ce que la classe politique fait semblant de découvrir depuis que le scandale de la maltraitance dans les Ehpad privés a éclaté. La même politique d'économie se mène dans le public.

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/